

Fiche d'examen au cas par cas du PLU de La Rochette (Savoie)

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée	Territoire concerné
Révision du PLU	Commune de La Rochette (73)
Délibération du 11 novembre 2015	
Débat du PADD en conseil municipal le 17 mai 2017	
Date prévisionnelle de l'arrêt du projet : courant 2018	

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Commune de La Rochette représentée par Monsieur le maire
Courriel et téléphone	DGS : adevaux@la-rochette.com, Service urbanisme : ddroge@la-rochette.com 04 79 25 50 32

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la commune concernée	La Rochette
Nombre d'habitants concernés et évolution démographique	3 797 habitants recensés en janvier 2014. Longtemps en perte de population, La Rochette connaît à partir des années 2000 un inversement et une accélération de sa croissance démographique (taux de variation annuel de 1,5% entre 2009 et 2014). Avec en moyenne 2,4 personnes par ménages en 2014, La Rochette accueille essentiellement une population familiale.
Superficie du territoire	466 ha

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

La Commune a décidé de prescrire la révision de son PLU le 11 novembre 2015. Cette révision répond à un besoin de mise en cohérence du PLU (approuvé le 10 janvier 2005) qui n'est plus adapté à la situation actuelle de la commune et à ses objectifs de développement. Le PLU de 2005 prévoyait 3 500 habitants à l'horizon 2014. Ce nombre a été largement dépassé puisque la commune comptait en 2014, 3 797 habitants.

Ainsi cette révision a pour objectif de :

- définir un nouveau projet communal prenant en compte la croissance démographique de la Commune en développant l'attractivité du centre-bourg par la réhabilitation de bâtiments, l'urbanisation des fonciers disponibles au sein de l'enveloppe urbaine et l'amélioration de la dynamique commerciale
- favoriser l'adéquation entre la typologie des logements du parc existant et la composition des ménages et d'évaluer les besoins en logements dans le but de faciliter le parcours résidentiel de chacun et de proposer des formes d'habitat répondant aux attentes des ménages, à l'identité de La Rochette et à la nécessaire réduction de la consommation du foncier
- améliorer les circulations en modes doux dans le centre-bourg et permettre la liaison entre les équipements publics, les secteurs d'emploi et les connexions piétonnes entre le centre-bourg et les secteurs d'habitat périphériques
- protéger et valoriser les espaces naturels et agricoles de la Commune et de veiller à la qualité des espaces urbains non construits au profit de la qualité du cadre de vie des habitants et de la biodiversité
- répondre au contexte législatif en inscrivant le PLU dans le respect des principes d'aménagement définis notamment par le législateur
- assurer la compatibilité du PLU avec les documents de planification supra-communaux

Cf. Délibération engageant la procédure en annexe

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

A travers la révision de son PLU, la commune souhaite amorcer un développement plus durable dans un projet qui concilie 5 grands axes pour affirmer le rôle de pôle local que joue la Rochette à l'échelle de la Vallée du Gelon :

- **Recentrer les projets sur le centre-ville de la Rochette**, afin de renforcer la polarité et la complémentarité des usages (équipements, commerces, habitat...)
- **Lutter contre l'étalement urbain** pour préserver les entités naturelles et agricoles dans les objectifs fixés par le SCOT et le contexte législatif
- **Aspirer à une approche plus durable** du développement urbain
- **Encourager des mobilités plus douces ou mutualisées**
- **Préserver la vie économique locale**

Cf. Projet de PADD débattu en conseil municipal joint en annexe

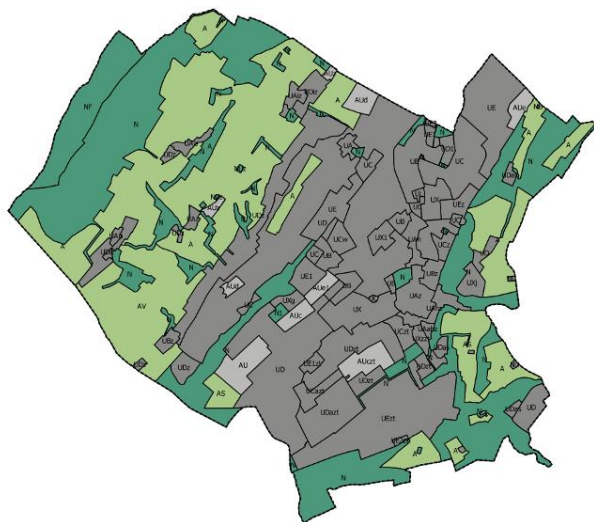
3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Le diagnostic territorial fait apparaître :

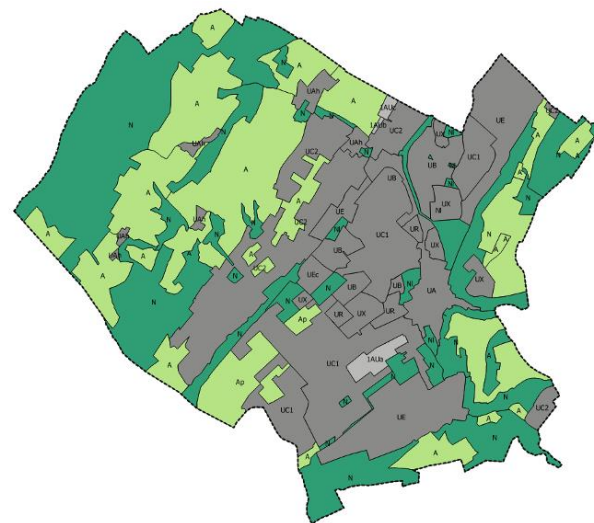
- des **prévisions démographiques atteintes voire dépassées** : attractivité récente entraînant un rajeunissement de la population (boom des moins de 15 ans) à mettre en parallèle au vieillissement d'une partie de la population restant vivre sur la commune
- des **capacités de développement encore élevées** (seule une zone AU à vocation d'habitat du PLU de 2005 a été consommée, 0.6ha).
- un **rééquilibrage du parc de logements** à amorcer pour mieux répondre au parcours résidentiel des ménages (dichotomie logements individuel / collectif, petits logements sous-représentés...)
- la volonté de **maintenir les conditions d'accueil des activités économiques locales** liées à un passé industriel qui s'est renouvelé, une économie agricole encore importante et au rôle de pôle local pour les commerces et services

Face à ce constat, le futur PLU s'oriente vers :

- l'**optimisation des capacités de développement du centre-ville** : renouvellement urbain en respectant des typomorphologies de centre-ville (collectif), requalification des espaces publics, maintien et renforcement des commerces et services
- l'**arrêt de l'étalement urbain en circonscrivant l'urbanisation au plus près du tissu constitué** et proposant un retour à la vocation naturelle ou agricole des « écarts urbanisés »
- la **poursuite d'une plus grande diversification des typologies d'habitats** nouvellement proposés (logements intermédiaires et individuels densifiés)
- le **maintien des activités locales en place** (industrie et agriculture) et recentrage des commerces et services au niveau du centre-ville
- la **préservation des espaces naturels et agricoles**, des coupures vertes et bleues entourant et traversant le territoire



Extrait zonage du PLU en vigueur



Extrait projet de PLU décembre 2017

Cf. Plan de zonage du PLU actuellement en vigueur et projet de zonage en annexe

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) ? <i>(exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ?</i>
A ce stade du projet aucune autre procédure n'est envisagée. La CDPENAF devra être consultée.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...	
- les dispositions de la loi Montagne ?	En partie
- les dispositions de la loi Littoral	Non
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Oui, le SCOT de Métropole Savoie approuvé le 21 juin 2005 (donc avant la loi Grenelle 2) et actuellement en cours de révision par délibération du 25 mars 2017.
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui, le SDAGE Rhône-Méditerranée approuvé le 3 décembre 2015. Aucun SAGE ni contrat de rivière n'existe sur le territoire.

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?
La commune est couverte par un PLU approuvé le 1 ^{er} octobre 2005 n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

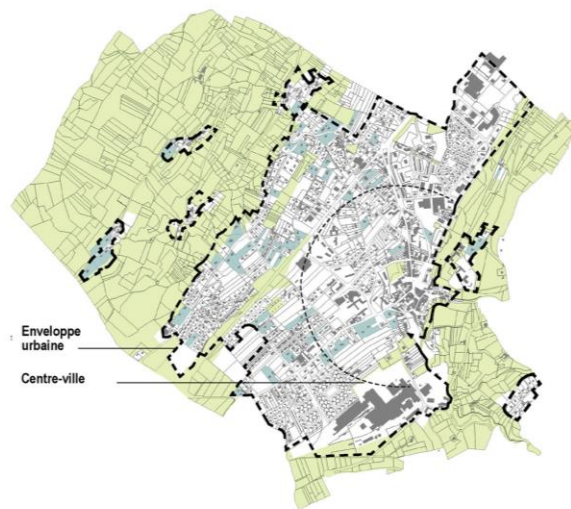
4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Les objectifs que la commune se fixe pour la prochaine décennie sont de réduire la consommation de foncier. Ainsi le PLU prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le maintien de l'urbanisation à l'intérieur de l'enveloppe urbaine (de 2017) : une extension urbaine à la marge en dehors de limites actuelles de l'urbanisation. Deux zones AU (au total moins d'1 ha) sont prévues à l'extrémité Nord, en limite de la commune de la Croix de La Rochette, sur des parcelles en zone U dans le PLU en vigueur et qui ont l'objet d'un CU opérationnel. Le classement en zone AU permet d'imposer une opération d'ensemble pour maîtriser et optimiser les accès. • le recentrage des projets autour du centre-ville, permettant de proposer des typologies variées de centre-ville plus denses (minimum 30 lgt/ha), de conforter la place des commerces et des services, de requalifier les espaces publics...Des OAP sont en cours de réalisation sur les tènements libres ou mutables. • le retour à la vocation naturelle ou agricole des « écarts urbanisés »
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<p>L'analyse de la consommation du foncier sur les 10 dernières années (2007 et 2017) conduit au bilan suivant : 13,6 ha consommés pour l'habitat (153 logements) et 7,4 ha pour l'activité (soit 21ha). L'urbanisation s'est produite sous forme d'habitat pavillonnaire en maisons individuelles pures ou groupées essentiellement sur des parcelles en dehors de la centralité et laissant des parcelles libres dans l'enveloppe urbaine en zone U. Seule une petite zone AU à vocation d'habitat du PLU de 2005 a été ouverte à l'urbanisation.</p> <p>Au regard du SCoT (2005-2025), le bilan de la consommation du foncier depuis 2005 (période 2005/2017) montre : 19,6 ha consommés pour l'habitat (233 logements, soit 841 m²/logements) et 10,6 ha pour l'activité (soit 30,2ha).</p> <p>Le nouveau PLU cherche à diminuer la consommation du foncier afin de respecter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions des lois relatives à l'urbanisme et l'aménagement et notamment la loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion du 25 mars 2009, la loi portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) du 12 juillet 2010, la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014, la loi d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt (LAAAF) du 13 octobre 2014, le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015, qui modernise le contenu des PLU. - les objectifs fixés par le SCoT Métropole Savoie (2005_en cours de révision) qui positionne La Rochette comme pôle préférentiel à dominante économique et prévoyait une surface des extensions pour l'habitat de 46 ha entre 2005 et 2025 pour une superficie globale des zones réservées à la mixité urbaine à dominante d'habitat de 171 ha. Au regard de la consommation du foncier constatée depuis 2005, le solde potentiel pour la commune de la Rochette en extension urbaine est de 26,4ha. <p>Le PLU limite fortement ses capacités d'urbanisation en dehors des limites existantes et prône plutôt un recentrage de l'urbanisation par des opérations de renouvellement urbain. La vocation agricole ou naturelle est maintenue dans le PLU en cours de révision sur les zones AU qui étaient inscrites en extension de l'enveloppe urbaine dans le PLU de 2005. Les secteurs visés en espace préférentiels de développement dans la Plaine sont maintenus en zone agricole pour l'échéance de ce futur PLU.</p>

Sur quelles perspectives de développement (démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	La commune bénéficie d'une croissance démographique depuis 10 à 15 ans de +1.5% par an. Les perspectives démographiques pour les 10 à 12 prochaines années sont de maintenir cette croissance justifiée par le rôle de pôle local que joue la commune à l'échelle de la vallée du Gelon.							
	La diversité du parc de logements à programmer permettra de créer les conditions d'un meilleur renouvellement de population au sein de ce parc. Par ailleurs, l'effort de lutte contre l'étalement urbain sera significatif car la commune vise à recentrer l'urbanisation par des opérations de renouvellement urbain ; les zones U et AU avec des capacités de développement sont en très large majorité situées dans l'enveloppe urbaine existante.							
	Des OAP permettront d'encadrer le développement des tènements les plus importants pour maîtriser l'optimisation de la consommation du foncier. Au total, environ 320 logements sont programmés dans les secteurs de renouvellement urbain (densité attendue de 50 log/ha à 100 log/ha selon les secteurs à proximité du centre-ville) et une moyenne de 30 log/ha dans les secteurs libres en zone U et AU dans l'enveloppe urbaine.							
	Le PLU ne prévoit pas de projets spécifiques de développement de nouvelles zones économiques, commerciales ou d'équipements publics. Seule est inscrite l'achèvement de la 2 ^e phase d'urbanisation de la ZI de Pré Viboud en partie classé en AUe dans le PLU actuel. Cette zone est aujourd'hui presque entièrement urbanisée et sera classée en zone Ue. La zone commerciale le long de la RD925 est maintenue dans ses limites actuelles (suppression de la zone d'extension classée en zone AUe dans le PLU en vigueur, maintien en zone N à l'échéance du futur PLU), afin de conforter en premier lieu le commerce de proximité en centre-ville.							
	Il n'y a pas d'ouverture à l'urbanisation prévue pour les équipements : les besoins recensés (équipements scolaires et nouvel hôtel de ville) seront programmés en renouvellement urbain, au sein d'opération de mixité urbaine encadrée par des OAP.							
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire ? non								
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Les premières estimations permettent d'émettre les hypothèses de consommations suivantes :							
	Type de zonage		PLU 2005 (en ha)		Projet de PLU déc. 2017 (en ha)		Evolution	
	Espaces à vocation mixte (dominante d'habitat)	U	143,4		130,8		-12,6 ha -9%	
		AU	11,6		3,9		-7,7 ha -67%	
		total Habitat	155,0		134,6		-20,4 ha -13%	
	Espaces à vocation d'activité	U	38,2		36,2		-2,1 ha -5%	
		AU	2,7		0		-2,7 ha -100%	
		total Activité	40,9		36,2		-4,7 ha -12%	
	Espaces à vocation d'équipement	Ux	16,5		10,0		-6,5 ha -39%	
	Total surface urbanisée / urbanisable		212,4		180,8		-31,5 ha -15%	

	Espaces naturels	N	123,7	150,6	26,9 ha	22%
	Espaces agricoles	A	129,6	134,0	4,4 ha	3%
	Total surface agricole et naturelle		253,3	284,6	31,3 ha	12%
	Total commune		465,6	465,4	-0,2 ha	
	Ainsi on observe une diminution des surfaces des zones U et AU à dominante d’habitat de plus de 20 ha grâce à la suppression de toutes les zones AU (sauf celle de la Grange du Four située à l’intérieur de l’enveloppe urbaine) et un redécoupage de l’enveloppe urbaine, au plus près des espaces déjà urbanisés et limitant notamment l’extension des hameaux. Le secteur du captage d’eau potable est également classé en zone N.					
	Les zones d’accueil des équipements sont également réduites (-6,5 ha) pour permettre une évolution de certains secteurs vétustes et sous-occupés vers une plus grande mixité urbaine, encadrée par des OAP (zone UR).					
	Parallèlement les zones naturelles et agricoles gagnent respectivement 26,9 ha et 4,4 ha.					
	Donc un bilan entre le PLU de 2005 et le PLU en cours qui s’annonce positif du point de vue de la consommation foncière avec une économie de plus d’une trentaine d’hectares (7% de la surface communale).					
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	Le bilan de la capacité du PLU en vigueur a permis d'identifier les gisements fonciers disponibles à l'intérieur des zones d'habitat (analyse 2016, gisement théorique). Trois types de gisements sont identifiés : - sur les parcelles libres en zone U (20,90 ha) : environ 261 logements (800 m²/ logement) - sur les parcelles libres en zone AU (14,29 ha) : environ 439 logements (30 logement/ha). - sur les parcelles divisibles en zone U : environ 63 logements. (sur les parcelles > 1500 m²). Ainsi, cette analyse démontre que le PLU de 2005 avait surdimensionné les zones d’extension au regard des besoins : le PLU révisé ne délimite que les zones nécessaires aux projections des besoins en logements pour les 10 à 12 ans d’échéance du PLU : suppression des zones AU hors de l’enveloppe urbaine, redéfinition du contours des zones U dans les écarts et espaces les plus éloignés de la centralité, et en contrepartie, des OAP ambitieuse sur des secteurs de renouvellement urbain (sur des espaces proches du centre-ville, en partie maîtrisés par la collectivité).					

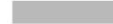
Parcelles divisibles en zone U, de plus de 1500 m²



Parcelles libres en zone U (2016)



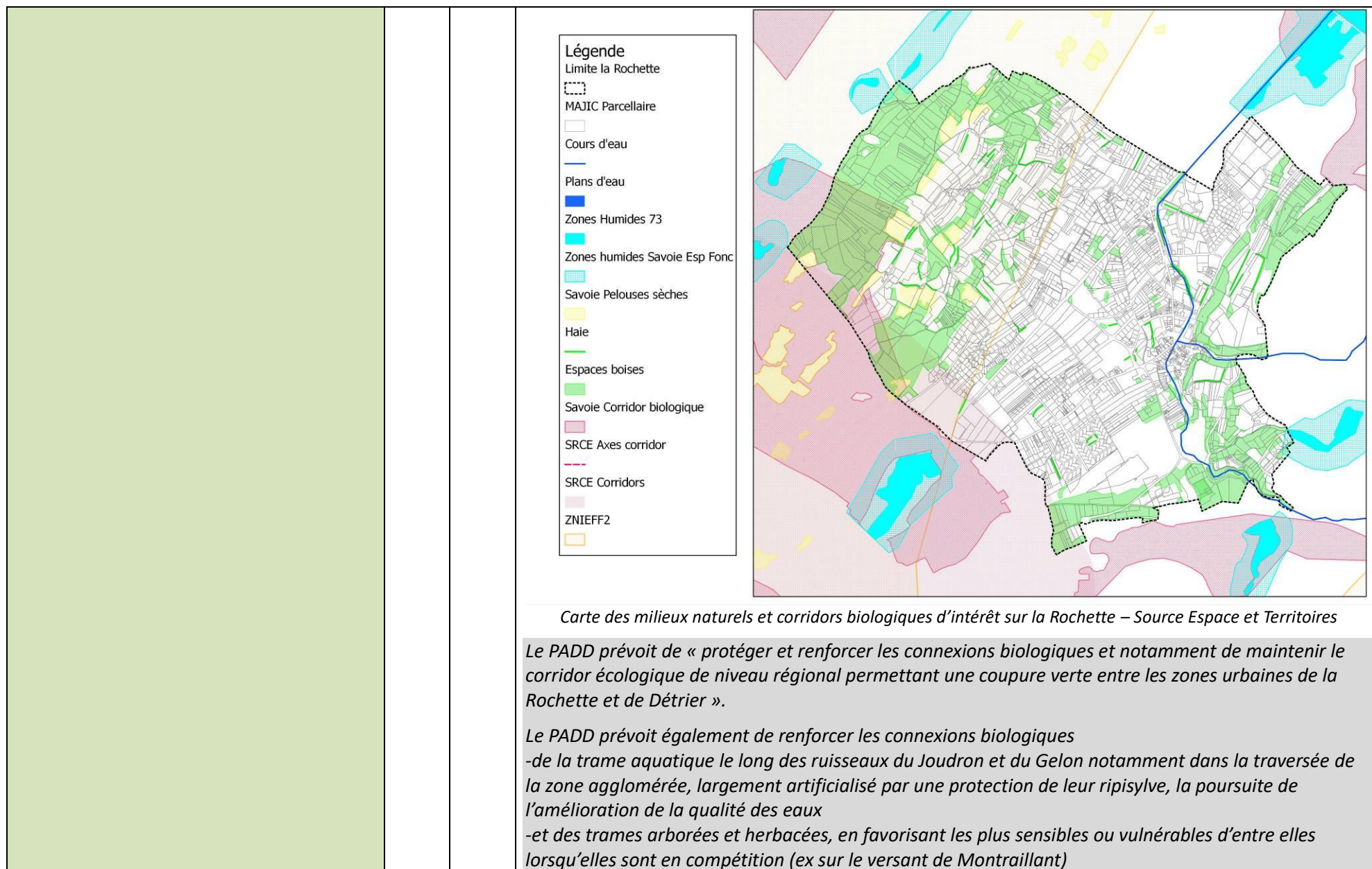
Parcelles libres en zone AU (2016)




zone A et N du PLU en vigueur

<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).</p>	<p>Aucune extension urbaine n'est inscrite au PLU. Deux petits secteurs urbanisés et actuellement classés en zone agricole ou naturelle font l'objet d'une mise en conformité. Il s'agit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Du prolongement du hameau de la Côte Rolland sur la commune de la Rochette, ensemble urbain cohérent avec le lotissement sur la commune voisine classé en zone U (commune de Rotherens) - De l'ensemble du château qui n'était pas classé dans sa totalité en zone Ux (vocation d'équipements) <p>Pour mémoire, aucune des trois zones à urbaniser du futur PLU ne constitue une extension urbaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les futures zones AUc et AUb du lieu-dit Saint-Maurice en limite Nord de la Rochette, résultent d'un déclassement du zonage U pour gérer la création des équipements communs nécessaires à la desserte de la zone. - la future zone AUa de la Grange du Four est actuellement classée en AUczt. Elle a été redessinée pour permettre un projet d'ensemble cohérent.
---	---

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?		Non	<i>NB : La commune n'est concernée que par la ZNIEFF de type 2 des Contreforts occidentaux de la Chaîne de Montraillant (n° 820000395).</i>
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?	Oui		<p>La commune est bordée au sud-ouest par un corridor écologique inscrit au SRCE et précisé par l'atlas cartographique de la trame verte et bleue savoyarde ; il s'agit d'un corridor reliant les massifs de Belledonne et de la Chartreuse.</p> <p>Par ailleurs, l'atlas cartographique de la trame verte et bleue savoyarde met en évidence des réservoirs de biodiversité sur le versant de Montraillant sous la forme de pelouses sèches.</p> <p>Enfin, l'état initial du PLU souligne la présence d'une trame bleue locale, reposant principalement sur les cours d'eau du Joudron et du Gelon détériorée dans la traversée de l'agglomération. Le continuum forestier est bien présent sur le massif de Montraillant ainsi que le long des talwegs des cours d'eau.</p>




			<p><i>Le zonage prévisionnel prévoit de classer en zone A ou N la limite sud-ouest de la commune afin d'exclure toute nouvelle urbanisation sur ce secteur.</i></p> <p><i>Par ailleurs, le projet de zonage prévoit de classer au titre de l'article R151-23 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>-les pelouses sèches (avec interdiction des constructions, exhaussements, affouillements, imperméabilisation...)</i> <i>-les cours d'eau du Gelon et du Joudron ainsi que leurs abords, ainsi que le cours d'eau temporaires alimentant le lac St-Clair et ses petites zones humides (avec interdiction des constructions, exhaussements, affouillements, assèchement, imperméabilisation...).</i> <p><i>Le projet de zonage prévoit également la mise en place de plusieurs EBC (en zone urbanisée) et le classement au titre de l'article R151-23 de certains éléments de la trame arborée.</i></p>
<p>Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?</p>	Oui		<p>La zone humide du Marais sous le Charpinay (73CPNS2104) située sur la commune de Presle empiète sur la limite communale de La Rochette. Les visites de terrain ont montré qu'aucun milieu humide n'est situé sur la commune. Le hameau des Violettes, en amont de la zone humide, est raccordé au réseau d'assainissement collectif.</p> <p><i>Le PADD prévoit de renforcer les connexions biologiques de la trame aquatique le long des ruisseaux du Joudron et du Gelon notamment dans la traversée de la zone agglomérée, largement artificialisée par une protection de leur ripisylve, la poursuite de l'amélioration de la qualité des eaux.</i></p> <p><i>Le zonage prévisionnel prévoit la protection stricte des cours d'eau et de leurs abords (ripisylve, bande enherbée...) et des petites zones humides repérées sur le terrain par un classement au titre de l'article 151-23 du CU (avec interdiction des constructions, exhaussements, affouillements, assèchement, imperméabilisation...)</i></p>

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leurs périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologique) ?		Non	
Site classé ou projet de site classé ?		Non	
Site inscrit ?		Non	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		Non	<p>Le SCoT de Métropole Savoie approuvé le 21 juin 2005 et actuellement en cours de révision ne met pas en évidence de perspectives paysagères à préserver.</p> <p>En revanche, il mentionne</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence du château comme un élément de « bâti remarquable ». - l'extrémité d'une unité paysagère remarquable au nord de la commune, sur la plaine du Gelon - une route rurale de caractère <p><i>Carte de l'inventaire des enjeux paysagers – Source SCoT Métropole Savoie, 2005</i></p> 

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, précisez lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?	Oui		La commune de la Rochette accueille au sein de sa zone urbanisée, le captage de la Seytaz. Cette ressource est protégée par l'arrêté préfectoral portant DUP du 20 juin 1994. Cet arrêté définit trois périmètres de protection. Ce captage est utilisé en appoint ou en secours pour le chef-lieu de la Rochette. Il présente un débit de 40 m ³ /h en réserve. <i>Le PADD affirme la protection stricte des abords du captage de la Seytaz via un zonage adapté aux périmètres de protection. Le zonage prévisionnel classe les périmètres de protection immédiat et rapproché en zone naturelle.</i>
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	
De captages repérés par un SDAGE ?		Non	
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages?	Oui		Les eaux distribuées dans la commune proviennent de captages gravitaires (captages des Quinquins, de la Grosse Pierre et de Botherens) situés sur les communes voisines du Verneil et du Bourget-en Huile (le captage de la Seytaz est un captage d'appoint ou de secours). Le Syndicat Intercommunal de La Rochette, qui gère l'adduction d'eau sur la commune, dispose d'un schéma directeur datant de 2006. Les études menées dans le cadre de ce schéma ont permis de mettre en évidence un bilan en situation de pointe excédentaire de 100 m ³ /j, soit 1,4 l/s à l'échelle du Syndicat et en particulier sur le réseau du Gelon alimentant La Rochette. Les besoins pour la commune de la Rochette à l'horizon 2020 sont estimés à 1050 m ³ /j en situation moyenne et 1890 m ³ /j en situation de pointe.
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		Non	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		L'assainissement collectif concerne toute la zone centrale urbanisée de la Rochette avec traitement à la station d'épuration de Pontcharra. Cette station est parfaitement en capacité d'accueillir les futurs besoins du territoire (capacité de 28 000 EH / 15 000 EH de charge maximale entrante en 2015). Les hameaux de Petit Mont, Grand Mont, les Martins et Chez Portier sont gérés en assainissement autonome. <i>La commune vise une grande maîtrise des extensions de l'urbanisation. Ainsi l'urbanisation des hameaux non raccordés à l'assainissement collectif sera strictement limitée.</i>

4.5. Sols et sous-sol, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (base de données BASOL) ?		Non	
Anciens sites industriels et activités de services (base de données BASIAS) ?	Oui		<p>La base de données BASIAS -en cours de refonte- recense 19 sites dont seulement 2 en activités : Les Cartonneries Cascades SAS et un dépôt de liquide inflammable à l'école de la Seytaz (40 rue de la Neuve).</p> <p>La levée récente du risque SEVESO autour du site des Cartonneries lève des contraintes en matière d'usage des sols qui s'imposaient sur les secteurs de la Gardette, au Délicat, la Grange au Four, Fourby et Pré-Veige.</p> <p><i>Le PADD cherche à préserver la vie économique en créant des conditions favorables au maintien des activités en place. Le PADD prévoit néanmoins que l'urbanisation autour du site industriel des Cartonneries devra intégrer le risque de nuisances (bruit, odeur) afin d'éviter les conflits de voisinage.</i></p> <p><i>Le zonage prévisionnel maintien ou accroît des « espaces tampon » entre le site des Cartonneries et les zones d'habitat.</i></p>
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		Non	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels, industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		<p>Concernant les risques naturels, la commune apparaît localement concernée par les risques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Risques d'inondation en centre-ville soumis par débordement du Gelon (faible intensité et fréquence prévisible faible), en centre-ville et sur le secteur des cartonneries par débordement du Joudron (faible intensité et fréquence prévisible faible), sur le secteur du Château par crue du ruisseau du Château. Des débordements fréquents des petits rus sont aussi à prévoir. - Risques de mouvements de terrain : Des instabilités de pente existent sur le versant rive gauche de la vallée du Gelon et plus particulièrement dans le secteur de Montbertrand. Des instabilités de pentes ont également été constatées sous le Château. Le versant de Montbertrand à Saint-Clair est concerné par un risque de glissement de terrain et de coulées de boue, la fréquence est faible et l'intensité prévisible moyenne à forte. <p>Le PIZ inventorie les secteurs soumis à des risques naturels et établit dans quelles conditions, pour chacun de ces secteurs, la construction peut être réalisée, ou tout simplement interdite. Ces prescriptions sont annexés au PLU et s'imposent au pétitionnaire.</p> <p><i>Les secteurs soumis à un ou plusieurs risques naturels ont été inventoriés dans le cadre du PIZ de 2002.</i></p> <p>Jusqu'à récemment, l'établissement des cartonneries Cascades SAS était classé SEVESO seuil bas du fait de la présence d'une cuve de propane. En 2013, cette société a fait procéder au raccordement de ses installations au gaz naturel et la cuve de propane a été démantelée. Les contraintes en matière d'usage des sols qui s'imposaient sur les secteurs de la Gardette, au Délicat, la Grange au Four, Fourby et Pré-Veige n'ont plus lieu d'être.</p> <p>Aucun site ou sol pollués (ou potentiellement pollués) n'est recensé sur la commune par la base de données BASOL. L'entreprise Cascades SAS figure dans la base de données BASIAS en cours de refonte.</p> <p>Ainsi, le seul risque technologique présent sur la commune est lié au transport de matières dangereuses le long de la RD 925.</p> <p><i>Le PADD prévoit que l'urbanisation autour du site industriel des Cartonneries devra intégrer le</i></p>

			<i>risque de nuisances (bruit, odeur) afin d'éviter les conflits de voisinage. Le zonage prévisionnel maintien ou accroît des « espaces tampon » entre le site des Cartonneries et les zones d'habitat.</i>
Plans de prévention des risques (naturels, technologiques, miniers) approuvés ou en cours d'élaboration ?	Non	<p>Lors de la révision de son précédent PLU en 2002 la commune s'est dotée d'un Plan d'Indexation en Z concernant les zones U et AU. La carte ci-dessous montre les futures zones urbanisées soumises à des risques naturels : les principaux secteurs concernés sont le centre-ville aux abords du Gelon et les pentes de Montraillant. Le PIZ de 2002 couvrait également les secteurs en pente des coteaux.</p> <p><i>Carte des zones indexées en Z concernant les zones urbaines du PLU de 2005 (rouge) par rapport au projet de PLU 2017 – Source retranscription du PIZ de 2002 dans le PLU de 2005, PLU déc. 2017</i></p> 	

			<i>Les documents graphiques feront apparaître ces sous-secteurs signalant l'existence d'un risque d'origine naturelle (chutes de pierres, coulées de boue, inondations...). Le zonage du PIZ fait partie intégrante des documents graphiques et les prescriptions du PIZ seront annexées au règlement. Les secteurs couverts par le PIZ seront localisés sur le règlement graphique ; le PIZ sera retranscrit dans son intégralité dans le règlement graphique du PLU. L'ensemble de l'étude PIZ figurera en annexe au rapport de présentation du PLU.</i>
Nuisances connues ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	Oui		<p>L'ambiance sonore sur la commune est de qualité mais se dégrade à proximité de l'axe principal, la RD 925 et à proximité de la zone industrielle des Cartonneries du fait du trafic poids lourds et de l'activité industrielle elle-même.</p> <p><i>Les sources de bruit sont prises en compte à deux niveaux : tout d'abord, la commune s'est engagée dans une démarche de requalification de la RD 925 qui devrait aboutir à une traversée plus apaisée et moins bruyante. Ensuite, des bandes paysagères ou naturelles sont prévues de part et d'autre de la RD 925 et entre la zone des Cartonneries et les quartiers résidentiels proches.</i></p>
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?	Oui		La RD 925 est classée par l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2016 au titre des infrastructures sonores (catégorie 4 ou 5 selon les secteurs).

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	
Enjeux spécifiques relevés dans le Schéma Régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	

5. Éléments complémentaires que la commune souhaite communiquer

RAS

6. Annexes – pour mémoire

Demande au cas par cas du 2 mars 2018	
Délibération prescrivant la procédure du 11 novembre 2015	x
Projet de PADD débattu par le Conseil municipal le 17 mai 2017	x
Le règlement graphique (plan de zonage) du PLU en vigueur	x
Une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	x
L'étude du Plan d'Indexation en Z réalisé par le RTM en 2002	x